

VIOLENTE POLITIQUE

Jean-Luc Nancy

Editions Lignes | « Lignes »

2009/2 n° 29 | pages 65 à 69

ISSN 0988-5226

ISBN 9782355260322

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-lignes-2009-2-page-65.htm>

!Pour citer cet article :

Jean-Luc Nancy, « Violente politique », *Lignes* 2009/2 (n° 29), p. 65-69.

DOI 10.3917/lignes.029.0065

Distribution électronique Cairn.info pour Editions Lignes.

© Editions Lignes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Violente politique

Jean-Luc Nancy

Politique est violence, violence et institution de la violence. Violence instituante et instituée. Il faut sans fin que la pensée se fasse à cette violence. De l'inauguration violente du pouvoir quel qu'il soit jusqu'à la monopolisation de la violence légitime et aussi bien jusqu'à la saisie violente d'une autre et contre-légitimité, il n'y a que violence. Mais violence d'une Idée : d'une Forme donnée à la rencontre de ceux pour qui tout d'abord cette rencontre est problème, crainte et désir, besoin et lutte, étrangeté dans la proximité, risque étrange du commun.

Nous voudrions croire que cette Forme se forme d'elle-même : mais si c'était le cas, nous serions termites ou éléphants, qui ne connaissent point de violence, mais des dominations, des fonctions, services et échanges que la même règle ordonne. Ou bien nous voudrions qu'un dieu, une puissance nous l'octroie, et que nous soyons son royaume. Mais cela n'est plus donné aux hommes, et si cela le fut jamais, toujours assurément le tissu de la fable se déchira, ici ou là, et certains connurent qu'une violence était à l'œuvre dans le mythe.

Mais comment non ? si nulle légitimité n'est donnée, mais toute à instaurer, comment le législateur ne serait-il pas le même que le violenteur ? Ce n'est pas seulement la force qui jette à terre et se prétend droit, c'est le droit qui en même temps, instantanément, confère à la force l'autorité.

Kant sut le premier sans doute mettre en pleine lumière combien illégitime est l'origine du pouvoir ; il fut donc aussi le premier – et peut-être le seul – à réclamer la violence du droit pour empêcher cette lumière d'être exposée à tous.

Nous sommes loin de lui : la violence originaire est partout exposée, dissertée, commentée. Nous sommes au fond tous conscients de ce que Kant voulait qu'on ne publie point. C'est aussi pourquoi nous sommes tous indignés de notre condition de sujets d'un ordre qui ne saurait que plonger son origine dans un sacrifice ou dans une expulsion, dans un bouc émissaire ou dans un jumeau pourfendu, dans une accumulation primitive de capital symbolique gagé sur une valeur brute de domination réelle. L'État n'est jamais en première instance que le coup d'État. Et nous pensons qu'on nous refait toujours le coup de l'État.

C'est bien l'État qui donne lui-même spectacle de sa violence : car il n'a rien pour la couvrir d'une légitimation qui le dépasserait. Il essaie de vagues simulacres (« la France », « *the American people* », « la République islamique » – et après ?). Mais ce sont simulacres en quelque sorte conscients d'eux-mêmes. D'où leur faiblesse, que tout le monde sait.

Pour que ce ne soit pas faiblesse, il faudrait non pas recouvrir d'un mensonge la violence originaire, mais changer notre légende de l'origine. Notre légende : notre façon de la dire. De dire cela qui est sans origine. Longtemps il y eut origine, et elle enrobait la violence dans son mythe. Mais on a toujours su qu'il fallait toujours penser en amont, infiniment en amont de l'origine, là où aucun ordre ne s'annonce, aucune gouvernance. Mais aujourd'hui, c'est cette antériorité infinie qui nous trouble. Nous ne savons plus où ni comment marquer la venue de cela qui nous occupe : cela, le gouvernement des sociétés, dit-on. En vérité, comment la multitude commune se dégage de la multiplicité fourmillante. Comment on sort du règne de la reine termite ou bien de celui du vieux mâle de la horde. L'histoire de Freud, en somme.

Oui : comment les fils, ou un des fils, ou bien tous comme un ou bien un comme tous ont tué le père-chef unique, celui qui raflait toutes les femelles. Mais Freud tout le premier sait

que c'est un mythe, et que seule la violence du mythe assure le passage impossible à penser : le passage de l'asymbolique au symbolique. Qui est bien aussi celui de la force au droit.

Qui n'est pas un passage : qui est une torsion inouïe, une convulsion de la physique. Ce n'est pas qu'un droit naisse de la force – comme si on disait que la puissance du fleuve lui a donné le droit de tracer son cours dans la plaine – mais une force singulière, une force inédite jaillit, qui se nomme « droit ».

★

Il ne s'agit pas de justifier la police, c'est-à-dire cette incarnation privilégiée de la force légitime de la *polis* – et, pour nous, sa déconsidération ou sa déception. Mais il ne s'agit pas non plus de la décrier ni de simplement la mettre en opposition avec la *polis*.

Il s'agit d'abord de récuser une police qui ne laisse rien deviner, derrière elle, de la fragilité de sa légitimité, ni de la légitimité de la remise en ordre, voire de la révolution de l'ordre policé qu'elle assure. Toutes les polices – tous les États – se doivent de protéger la fragilité de leur institution, mais cela même les endurecit dans la conviction d'une légitimité qui tend irrésistiblement à se reconvertir en simple et brutale impunité.

Mais il s'agit ensuite – ou bien plutôt, si c'est possible, en même temps – de réfléchir (c'est agir) à ceci : que la violence politique est originellement l'effet direct de cette violence qu'est l'effraction du symbolique. Ou du droit. Ou du pouvoir, en place de puissance ou de domination.

Qu'on dise, et on doit le dire : tout pouvoir ment sur sa légitimité ! On ne fera pourtant dire par personne ce que serait un passage *légitime* de l'absence de droit au droit. Il n'y a pas de droit d'avant le droit.

Là se cache une autre violence : celle qu'exerce sur l'esprit la volonté de penser qu'il y aurait une *polis* naturelle (et par voie de conséquence une naturelle police...). À cette violence, il faut opposer la non-violence, qui n'est pas d'abord la résistance passive, mais bien plutôt la consistance du sens (du symbolique). Le sens est non-violent car il ne demande pas une Forme, il désire une infinité de formes ductiles, labiles, transformables et transformatrices. La pensée d'une *polis* – et d'une police – naturelle (ou surnaturelle) est la violence que le sens s'inflige à lui-même lorsqu'il se veut « vérité ». La vérité n'est pas violente en elle-même : comme telle, elle n'est que l'interruption du sens, sa suspension entre deux vies, deux envois, deux phrases. Mais cette suspension peut devenir elle-même violence lorsqu'on la veut ou la voit comme donnée, acquise et en somme remplie d'une puissance d'achèvement. Lorsqu'on dit : voici le Peuple, voici la Nation, voici le Pays ou le Dieu. Et même : voici l'Homme. La vérité doit rester vide, et le sens doit pouvoir reprendre, être relancé de vie en vie, des uns aux autres.

Il y faut deux conditions :

La première, que la politique et sa violence propre soient bien reconnues dans leur rôle et dans leurs espaces, dans des espaces qu'il nous revient (« nous » ? qui ? c'est précisément à cette question qu'en même temps nous répondons, toujours à nouveau), qu'il nous revient de redéfinir et redessiner sans cesse. Mais qui ne sont pas les espaces du sens, dont la politique doit seulement garder l'accès ouvert.

La seconde, que la violence soit avant tout désignée là où elle fait tort au sens : là où elle rend impossible son envoi, son renvoi, son partage, son simple *commun*. Ce lieu est celui de l'injustice : là où on impose faim et souffrance, exil et dénuement en face de satisfaction et de pléthore. Cette violence est dite « économique ». Elle est en vérité violence faite au sens, et au sens

même de la politique, violence à la violence politique même, et qui lui vole ou lui pervertit son espace.

Il est réconfortant qu'aujourd'hui cette violence se violente elle-même et en se déchirant laisse voir un peu plus, à nouveau, de ce qui *nous* fait.